

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4226

[2004/203206]

**14 OCTOBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mai 2004
instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, notamment ses articles 4, 7 et 8;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 août 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 septembre 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 octobre 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés :

1^o le modèle de constat;

a) visé à l'article 7, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, figure en annexe IA du présent arrêté;

b) visé à l'article 7, § 2, 2^e alinéa, et à l'article 7, § 3, 3^e alinéa, figure en annexe IB du présent arrêté ;

2^o le modèle de l'avertissement préalable visé à l'article 8, 1^{er} alinéa, figure en annexe II du présent arrêté;

3^o le service visé à l'article 4, 3^e alinéa, est la cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 portant création d'une cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne;

4^o les fonctionnaires visés à l'article 7, § 1^{er}, sont les membres du personnel de la cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 du Gouvernement wallon portant création d'une cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 octobre 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

Annexe IA

Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne

CAT.SAED. 01.

Nom et coordonnées du fonctionnaire :

N° de dossier :	Année :
-----------------	---------

<p>Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés - 1^{er} Constat</p> <p><u>Base décréétale :</u></p> <p style="text-align: center;">Décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés</p> <p style="text-align: center;">Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.</p>
--

Adresse et données cadastrales :

Date de visite sur place :

Référence et date de l'envoi de l'avertissement préalable :

<p>Eléments de constatation</p> <p>La parcelle cadastrale ou l'ensemble de parcelles cadastrales est considéré comme un site d'activité économique désaffecté au sens de l'article 2 du décret du 27 mai 2004 pour les raisons suivantes :</p> <p>a) Superficie totale du bien et superficie bâtie du bien.</p> <p>b) Présence d'au moins un immeuble bâti. Oui/Non.</p> <p>c) Activité économique antérieure exercée. Oui/Non.</p> <p>d) Absence actuelle d'exercice d'activité économique. Oui/Non.</p> <p>Superficie partiellement réaffectée :</p> <p>e) Eléments de constatation relatifs à l'existence d'un ou plusieurs vices.</p> <p>-) Dégradations aux murs extérieurs :</p> <p>-) Dégradations aux enceintes :</p> <p>-) Dégradations aux cheminées :</p> <p>-) Dégradations aux toitures :</p> <p>-) Dégradations aux charpentes du toit :</p> <p>-) Dégradations aux menuiseries extérieures :</p> <p>-) Dégradations aux corniches ou gouttières :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>

Nombre de photographies prises lors du constat :

Annexe(s) :

Après avoir respecté les formalités prévues à l'article 8, alinéa 1^{er} du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, nous soussignés, rapportons avoir constaté que le site dont caractéristiques ci-dessus entre dans le champ d'application dudit décret.

Date et signature.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Namur, le 14 octobre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

Annexe IB

Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne

CAT.SAED.02

Nom et coordonnées du fonctionnaire :

N° de dossier :	Année :
-----------------	---------

Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés - Constat postérieur <u>Base décrétales :</u> <p style="text-align: center;">Décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés</p> <p style="text-align: center;">Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.</p>

Adresse et données cadastrales du bien :

Date de visite sur place :

Référence et date de l'envoi de l'avertissement préalable :

Date du ou des constat(s) précédents :

Eléments de constatation La parcelle cadastrale ou l'ensemble de parcelles cadastrales est considéré comme un site d'activité économique désaffecté au sens de l'article 2 du décret du 27 mai 2004 pour les raisons suivantes : a) Superficie totale du bien et superficie bâtie du bien. b) Présence d'au moins un immeuble bâti. Oui/Non. c) Activité économique antérieure exercée. Oui/Non. d) Absence actuelle d'exercice d'activité économique. Oui/Non. Superficie partiellement réaffectée : e) Eléments de constatation relatifs à l'existence d'un ou plusieurs vices. -) Dégradations aux murs extérieurs : -) Dégradations aux enceintes : -) Dégradations aux cheminées : -) Dégradations aux toitures : -) Dégradations aux charpentes du toit : -) Dégradations aux menuiseries extérieures : -) Dégradations aux corniches ou gouttières :
--

Nombre de photographies prises lors du présent constat :

Annexe(s) :

Après avoir respecté les formalités prévues à l'article 8, alinéa 1^{er} du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, nous soussignés, rapportons avoir constaté que le site dont caractéristiques ci-dessus est un site d'activité économique désaffecté maintenu en l'état au sens du décret 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Date et signature.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Namur, le 14 octobre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

Annexe II

Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne

CAT.SAED.03.

M.

Rue, n°

Avertissement préalable

Nom et coordonnées du fonctionnaire :

M.,

Concerne : Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Base décrétable :**Article 8, alinéa 1^{er}, du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés**

Je vous informe que nos services se rendront sur le site

dont vous êtes en date du

Si vous ou votre mandataire souhaitez être présent lors de cette visite et que la date ne vous agrée pas, veuillez nous en informer sans tarder afin que nous convenions éventuellement d'un autre rendez-vous.

Sauf pour ce qui concerne les bâtiments et locaux habités présents sur le site, dans l'hypothèse où votre propriété ferait l'objet d'un mécanisme de fermeture quelconque empêchant le libre accès du fonctionnaire, votre présence ou celle de votre mandataire est obligatoirement requise afin de garantir ce libre accès du site au fonctionnaire compétent.

Je vous prie d'agréer, M., l'expression de ma considération distinguée.

Date et signature.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Namur, le 14 octobre 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4226

[2004/203206]

14. OKTOBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, insbesondere dessen Artikel 4, 7 und 8;

Aufgrund des am 27. August 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. September 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 6. Oktober 2004 in Anwendung des Artikels 48, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände:

1° ist das Muster des Feststellungsprotokolls,

a) das in Artikel 7 § 1 Absatz 1 erwähnt ist, in der Anlage IA zum vorliegenden Erlass enthalten;

b) das in Artikel 7 § 2 Absatz 2 und in Artikel 7 § 3 Absatz 3 erwähnt ist, in der Anlage IB zum vorliegenden Erlass enthalten;

2° ist das in Artikel 8 Absatz 1 erwähnte Muster für die Vorankündigung in Anlage II zum vorliegenden Erlass enthalten;

3° ist die in Artikel 4, Absatz 3 erwähnte Dienststelle die vorläufige administrative Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 zur Gründung einer vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens gegründet worden ist;

4° sind die in Artikel 7, § 1 erwähnten Beamten die Mitglieder der vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 zur Gründung einer vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens gegründet worden ist.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Anlage IA

Vorläufige administrative Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens

KAT. SAED (stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände). 01.

Name und Personalien des Beamten:

Aktenzeichen:	Jahr:
---------------	-------

Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände - 1. Feststellungsprotokoll
<u>Dekretgrundlage:</u> Dekret vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Adresse und Katasterangaben:

Datum der Besichtigung an Ort und Stelle:

Bezugszeichen und Versanddatum der Vorankündigung:

Festgestellte Tatsachen
Die Katasterparzelle oder die Gruppe von Katasterparzellen ist als stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 aus folgenden Gründen zu betrachten:
a) Gesamtfläche des Gutes und bebaute Fläche des Gutes.
b) Vorhandensein von mindestens einem bebauten Immobilien. Ja/Nein.
c) Eine wirtschaftliche Tätigkeit wurde früher ausgeübt. Ja/Nein.
d) Es wird zur Zeit keine wirtschaftliche Tätigkeit ausgeübt. Ja/Nein.
Der Fläche wurde teilweise eine neue Zweckbestimmung zugeteilt:
e) Festgestellte Tatsachen über das Vorhandensein von einem oder mehreren Mängeln
-) Schädigungen an den Außenmauern:
-) Schädigungen an den Einfriedungen:
-) Schädigungen an den Schornsteinen:
-) Schädigungen an den Bedachungen:
-) Schädigungen an den Dachstühlen:
-) Schädigungen am Außenholzwerk:
-) Schädigungen an den Gesimsen oder Dachrinnen:
.....
.....

Anzahl der bei der Protokollaufnahme gemachten Fotos:

Anlage(n):

Wir Unterzeichnete berichten nach Beachtung der in Artikel 8, Absatz 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände vorgesehenen Formalitäten, festgestellt zu haben, dass das Gelände mit den folgenden Kennzeichen in den Anwendungsbereich des besagten Dekrets fällt.

Datum und Unterschrift.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände beigelegt zu werden.

Namur, den 14. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Anlage IB

Vorläufige administrative Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens

KAT. SAED.02

Name und Personalien des Beamten:

Aktenzeichen:	Jahr:
---------------	-------

Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände - späteres Feststellungsprotokoll Dekretgrundlage: Dekret vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Adresse und Katasterangaben des Gutes:

Datum der Besichtigung an Ort und Stelle:

Bezugszeichen und Versanddatum der Vorankündigung:

Datum des bzw. der früheren Feststellungsprotokoll(e):

Festgestellte Tatsachen Die Katasterparzelle oder die Gruppe von Katasterparzellen ist als stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 aus folgenden Gründen zu betrachten: a) Gesamtfläche des Gutes und bebaute Fläche des Gutes. b) Vorhandensein von mindestens einem bebauten Immobilien. Ja/Nein. c) Eine wirtschaftliche Tätigkeit wurde früher ausgeübt. Ja/Nein. d) Es wird zur Zeit keine wirtschaftliche Tätigkeit ausgeübt. Ja/Nein. Der Fläche wurde teilweise eine neue Zweckbestimmung zugeteilt: e) Festgestellte Tatsachen über das Vorhandensein von einem oder mehreren Mängeln -) Schädigungen an den Außenmauern: -) Schädigungen an den Einfriedungen: -) Schädigungen an den Schornsteinen: -) Schädigungen an den Bedachungen: -) Schädigungen an den Dachstühlen: -) Schädigungen am Außenholzwerk: -) Schädigungen an den Gesimsen oder Dachrinnen:

Anzahl der bei der vorliegenden Protokollaufnahme gemachten Fotos:

Anlage(n):

Wir Unterzeichnete berichten nach Beachtung der in Artikel 8, Absatz 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände vorgesehenen Formalitäten, festgestellt zu haben, dass das Gelände mit den folgenden Kennzeichen ein stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände ist, das in seinem stillgelegten Zustand im Sinne des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände beibehalten wird.

Datum und Unterschrift.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände beigefügt zu werden.

Namur, den 14. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Anlage II

Vorläufige administrative Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens

KAT. SAED.03

An Herrn/Frau

Straße Nr.

Vorankündigung

Name und Personalien des Beamten:

Sehr geehrte(r) Herr/Frau,

Betrifft: Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände.

Dekretgrundlage:**Artikel 8, Absatz 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004
zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände**

Ich möchte Ihnen mitteilen, dass sich unsere Dienste am auf das Gelände, dessen Sie sind, begeben werden.

Wenn Sie oder Ihr Vertreter bei dieser Besichtigung anwesend sein möchten, und wenn das Datum Ihnen nicht passt, ersuche ich Sie, mir das umgehend mitzuteilen, damit wir ggf. einen anderen Termin verabreden können.

Wenn Ihr Eigentum mit irgendeinem Schließmechanismus ausgestattet ist, die den freien Zugang des Beamten verhindert, ist Ihre Anwesenheit oder die Anwesenheit Ihres Vertreters Pflicht, außer für die auf dem Gelände bestehenden bewohnten Gebäude und Räumlichkeiten, damit dem zuständigen Beamten der freie Zugang zum Gelände gewährleistet wird.

Mit freundlichen Grüßen,

Datum und Unterschrift.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände beigelegt zu werden.

Namur, den 14. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4226

[2004/203206]

14 OKTOBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, inzonderheid op de artikelen 4, 7 en 8 ervan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 augustus 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 september 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 oktober 2004 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten geldt het volgende :

1^o het model van de vaststelling,

a) bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, is opgenomen in bijlage IA bij dit besluit;

b) bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, en in artikel 7, § 3, derde lid, is opgenomen in bijlage IB bij dit besluit;

2^o het model van de voorafgaandelijke waarschuwing bedoeld in artikel 8, eerste lid, is opgenomen in bijlage II bij dit besluit;

3^o de dienst bedoeld in artikel 4, derde lid, is de tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 houdende oprichting van een tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit;

4^o de ambtenaren bedoeld in artikel 7, § 1, zijn de personeelsleden van de tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 houdende oprichting van een tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 oktober 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

Bijlage IA

Tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit

CAT.SAED. 01.

Naam en adresgegevens van de ambtenaar :

Dossiernummer :	Jaar :
-----------------	--------

Belasting op de afgedankte bedrijfsruimten - eerste vaststellingDecretale grondslag :**Decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten**

Decreet betreffende de vestiging,
de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen.

Adres en kadastragegevens :

Datum van het plaatsbezoek :

Referentie en datum waarop de voorafgaandelijke waarschuwing is verstuurd :

Bestanddelen van de vaststelling

Het kadastraal perceel of het geheel van kadastrale percelen wordt beschouwd als een afgedankte bedrijfsruimte in de zin van artikel 2 van het decreet van 27 mei 2004 om volgende redenen :

a) Totale oppervlakte van het goed en bebouwde oppervlakte van het goed.

.....

b) Bestaan van minstens één bebouwd onroerend goed. Ja/Nee.

c) Voorheen uitgeoefende bedrijfsactiviteit. Ja/Nee.

d) Bedrijfsactiviteit heden onbestaand. Ja/Nee.

Gedeeltelijk herbestemde oppervlakte :

e) Bestanddelen van de vaststelling met betrekking tot het bestaan van één of meerdere gebreken.

-) Aantasting van de buitenmuren :

-) Aantasting van de omheiningen :

-) Aantasting van de schoorstenen :

-) Aantasting van de daken :

-) Aantasting van het dakgebinte :

-) Aantasting van de buitenschrijnwerkerij :

-) Aantasting van de kroonlijsten of dakgoten :

.....

Aantal foto's genomen tijdens de vaststelling :

Bijlage(n) :

Na de formaliteiten bepaald in artikel 8, eerste lid, van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten in acht te hebben genomen doen wij ondergetekende er verslag van dat de site waarvan de kenmerken hierboven aangegeven zijn, onder het toepassingsgebied van bedoeld decreet valt.

Datum en handtekening.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004 houdende uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een besluit op de afgedankte bedrijfsruimten.

Namen, 14 oktober 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN

Bijlage IB

Tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit

CAT.SAED.02

Naam en adresgegevens :

Dossiernummer :	Jaar :
-----------------	--------

Belasting op de afgedankte bedrijfsruimten - navolgende vaststelling
Decretale grondslag :
Decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten
Decreet betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen

Adres en kadastrale gegevens van het goed :

Datum van het plaatsbezoek :

Referentie en datum waarop de voorafgaandelijke waarschuwing is verstuurd :

Datum van de voorafgegane vaststelling(en) :

Bestanddelen van de vaststelling
Het kadastraal perceel of het geheel van kadastrale percelen wordt beschouwd als een afgedankte bedrijfsruimte in de zin van artikel 2 van het decreet van 27 mei 2004 om volgende redenen :
a) Totale oppervlakte van het goed en bebouwde oppervlakte van het goed.
.....
.....
.....
b) Bestaan van minstens één bebouwd onroerend goed. Ja/Nee.
c) Voorheen uitgeoefende bedrijfsactiviteit. Ja/Nee.
d) Bedrijfsactiviteit heden onbestaand. Ja/Nee.
Gedeeltelijk herbestemde oppervlakte :
e) Bestanddelen van de vaststelling met betrekking tot het bestaan van één of meerdere gebreken.
-) Aantasting van de buitenmuren :
-) Aantasting van de omheiningen :
-) Aantasting van de schoorstenen :
-) Aantasting van de daken :
-) Aantasting van het dakgebinte :
-) Aantasting van de buitenschrijnwerkerij :
-) Aantasting van de kroonlijsten of dakgoten :
.....
.....
.....

Aantal foto's genomen tijdens de vaststelling :

Bijlage(n) :

Na de formaliteiten bepaald in artikel 8, eerste lid, van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten in acht te hebben genomen doen wij ondergetekende er verslag van dat de site waarvan de kenmerken hierboven aangegeven zijn, onder het toepassingsgebied van bedoeld decreet valt.

Datum en handtekening.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004 houdende uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een besluit op de afgedankte bedrijfsruimten.

Namen, 14 oktober 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

Bijlage II

Tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit

CAT.SAED.03.

De heer, Mevr.

Straat , nr.

Voorafgaandelijke waarschuwing

Naam en adresgegevens van de ambtenaar :

Geachte heer, Mevr.,

Betreft : belasting op de afgedankte bedrijfsruimten.

Decretale grondslag :**Artikel 8, eerste lid, van het decreet van 27 mei 2004
tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten**

Hierbij wordt u medegedeeld dat onze diensten zich op datum van

op de site waarvan u bent, zullen begeven.

Indien u of uw gevolmachtigde aanwezig wensen te zijn bij dat bezoek en indien de datum u niet past, gelieve ons hier onverwijld over in te lichten om eventueel een andere afspraak te kunnen maken.

Behalve voor wat betreft de gebouwen en lokalen die op deze site bewoond zijn, mocht uw eigendom onderworpen zijn aan een eventueel mechanisme voor de automatische sluiting ervan die de ambtenaar zou beletten er vrije toegang toe te hebben, is uw aanwezigheid of die van uw gevolmachtigde verplicht zodat de vrije toegang van de ambtenaar tot die site gewaarborgd wordt.

Met de meeste hoogachting

Datum en handtekening.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004 houdende uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een besluit op de afgedankte bedrijfsruimten.

Namen, 14 oktober 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN